

CNRM – ARM 57
61^{ÈME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE
DIMANCHE 6 JANVIER 2013
CERCLE MIXTE ST ARNOUL – 7 RUE AUX OURS - METZ

INTERVENTION DU PRESIDENT

Je remercie le **Général LEROI**, notre Délégué militaire départemental, le Colonel **PLANCHETTE**, représentant le Maire de METZ, les députées **GRIESBECK** et **ZIMMERMANN**, Mr **BERTHOUD** le directeur départemental de l'ONAC qui nous font l'honneur d'être parmi nous ce matin.

Je me dois d'excuser le Sénateur **MASSON** retenu par d'autres obligations ainsi que le député Denis **JACQUAT** qui a subi récemment une intervention chirurgicale.

Avant de solliciter les interventions de nos invités militaires et élus, je me permets de vous faire un bref rappel pour dire qui nous sommes et quels sont nos sujets de réflexion et de préoccupations.

PRESENTATION DE LA CNRM

Association d'anciens combattants plus que cinquantenaire et affiliée à la Fédération André **MAGINOT**, l'**association des Retraités Militaires de la Moselle** est membre de la **Confédération Nationale des Retraités Militaires**, la CNRM.

La CNRM est la structure la plus représentative de la collectivité militaire. Ouverte à tous et à toutes, elle regroupe en son sein des anciens militaires et veuves de militaires, ainsi que de futurs retraités de tous grades, de l'Armée de Terre, de la Marine, de l'Armée de l'Air, de la Gendarmerie et de tous les services communs.

La confédération compte environ **40 000 adhérents** au niveau national et notre association du département de la Moselle reste forte de plus de **300 adhérents**.

La CNRM constitue l'une des deux branches de l'**UFR** (Union Française des Retraités), laquelle est l'une des quatre composantes de la **CFR** (Confédération Française des Retraités). Elle anime également la branche **UFR-RS** du « régime spécial des fonctionnaires civils et militaires » de l'UFR.

La **CFR** à travers ses fédérations affiliées compte **deux millions d'adhérents**.

De création relativement récente (fin 2000), elle forme en France au plan des effectifs, une force d'une importance unique dont l'influence ne cesse de s'affirmer.

Notre mission et raison d'être :

Assurer la **défense des intérêts moraux et matériels** de nos mandants mais aussi les **informer** dans les domaines qui sont plus particulièrement les nôtres.

Nous sommes aussi très attachés à maintenir une **solidarité** forte entre nos membres. L'**esprit de corps** que nous avons connu en activité demeure et nous nous employons à développer des **relations conviviales** entre nous. Cette **fraternité** est élargie tout naturellement aux veuves et aux orphelins de nos camarades disparus. La solidarité s'exerce également au profit de nos **camarades en activité**, comme notamment, l'an passé, à l'occasion de la semaine de solidarité organisée par le **Général LEROI** au profit des familles des blessés de l'Armée de terre.

Appelée à siéger dans de nombreux organismes en rapport avec le monde des retraités, la CNRM se doit d'y assurer une présence efficace.

Elle est présente :

- en tant qu'association de retraités militaires au **Conseil Permanent des Retraités Militaires**, au **Conseil Supérieur de la Fonction Militaire** et au **Conseil de la Reconversion**,

- en tant qu'animatrice de l'Union Française de Retraités, la CNRM est présente au **CNRPA** (Comité National des Retraités et Personnes Agées), dans les **CORERPA** (Conférences Régionales des Retraités et Personnes Agées) et dans tous les Comités Départementaux des Retraités et Personnes Agées (**CODERPA**) au sein desquels notre président d'honneur, le Colonel (er) Gilbert **KAUFFER**, nous représente, structures qui devraient évoluer dans le cadre de la création des **ARS** (Agences Régionales de Santé).

Enfin, notre association participe aux **comités sociaux de l'action sociale des armées**. Pour mémoire, la CNRM est représentée au comité social de METZ Nord par moi-même et à celui de METZ-AIR par notre camarade René **CREUX**. Une fusion de ces deux comités est envisagée.

Je représente également les retraités militaires au sien du **conseil d'administration des cercles et mess** de METZ et THIONVILLE

Enfin, nombreux sont parmi nos adhérents ceux qui participent à la **vie de la cité**, au sein des **conseils municipaux** ou des **comités de quartier**, dans la **réserve active** et **citoyenne**, et dans de **nombreuses associations** aux buts divers : sportifs, culturels, sociaux, récréatifs ou d'entraide...

Nos adhérents sont souvent membres de la plupart des **associations patriotiques et d'anciens combattants**.

Nous sommes des retraités actifs et acteurs du monde qui nous entoure et notre bénévolat se veut positif et constructif, voire quelquefois critique, quand il dérange parfois un certain conformisme établi.

Après ce bref rappel, je vous propose de faire un tour d'horizon sur les préoccupations de nos retraités de Moselle.

=====

NOS PREOCCUPATIONS

« constats et inquiétudes »

L'année 2012 se termine et avec elle son cortège de **doutes**, de **craintes** mais aussi d'**espoirs** pour que les choses s'améliorent en 2013, malgré la crise qui est malheureusement toujours omniprésente.

Force est de constater l'inquiétude de nos membres, comme celle de la population en général, face aux défis du monde qui nous entoure : les problèmes liés à l'**environnement** et à la sécurité **collective**, l'accroissement du **terrorisme**, la montée des **intégrismes**, l'augmentation de la **délinquance**... dont les 1200 véhicules incendiés à la Saint Sylvestre en est l'illustration.

Je m'attacherai à aborder les sujets qui nous concerne directement et sur lesquels nos invités pourront réagir.

Je veux parler de la crise et ses conséquences sur **notre vie quotidienne** de retraité donc sur **notre pouvoir d'achat** et bien évidemment réagir à l'**actualité militaire**, qui constitue notre centre d'intérêt naturel.

- la crise économique :

C'est d'abord les conséquences de la crise économique qui a frappe le monde entier et qui poursuit ses ravages en Europe. A la remorque des américains, les gouvernements de la planète ont démontré leur incapacité à mettre en place une réelle **régulation économique et financière**.

Dans cette guerre économique, l'**Europe** reste **déficiente**, toujours aussi **inaudible** et **divisée** en raison des intérêts divergents de chacun des grands pays européens comme la France, l'Allemagne ou la Grande Bretagne.

La **BCE** (Banque centrale européenne) apporte enfin un peu de répit aux pays fortement endettés mais sans commune mesure avec leurs besoins. Elle rassure surtout les marchés qui repartent à la hausse.

Par ailleurs, le positionnement intransigeant de Mme **MERKEL** est destiné à flatter son électorat. Attitude à courte vue qui ne peut qu'encourager la progression des extrêmes un peu partout en Europe et fragiliser l'indispensable solidarité européenne. Il faudra encore beaucoup plus d'effort et de volontarisme au **couple franco-allemand** pour tirer l'Europe vers le haut.

Madame **GRIESBECK** comme députée européen nous donnera peut-être matière à espérer.

En France, la **croissance** n'est pas au rendez-vous et la crise concerne tout le monde. Elle impacte fortement les plus fragiles d'entre nous. Les riches s'expatrient sans vergogne ni pudeur, et l'élite des jeunes diplômés recherchent à l'étranger les opportunités d'emploi qu'ils ne trouvent pas en France.

Les banques se sont refont une santé grâce à l'aide de l'Etat, donc des contribuables, bien qu'on nous ait expliqué que ça n'avait rien coûté puisque les banques ont remboursé par anticipation et avec un bénéfice pour l'Etat. Par ailleurs, les investisseurs étrangers prêtent à la France avec des **taux négatifs**.

Les **entreprises du CAC 40** refont des profits et distribuent dividendes et bonus à leurs actionnaires et dirigeants grâce aux bénéfices réalisés à l'étranger.

Pendant ce temps, d'autres entreprises, et non des moindres, perdent des parts de marché et ne peuvent concurrencer celles des pays émergents. Elles **ferment** en France ou **délocalisent** à l'étranger entraînant **désindustrialisation** et **chômage** dans notre pays.

Le chômage est à la hausse et les mesures pour lutter contre ce fléau sont insuffisantes. Les « **emplois jeunes** » ne sont pas des emplois durables et les « **contrats de génération** » sont de l'ordre du projet puisque la loi n'est pas encore votée.

Chacun sait que les entreprises n'embauchent que si elles ont des besoins et que seules la reprise économique et la croissance peuvent inverser la courbe du chômage.

A la crise s'ajoute l'énormité de la **dette** accumulée par les gouvernements précédents, dette qu'il faut **rembourser « à tout prix »** sous peine de déstabiliser le frêle équilibre européen et d'hypothéquer l'avenir de nos enfants.

En l'absence de croissance, il n'y a pas d'autres solutions que **d'augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques**.

Pour les **impôts**, les efforts sont demandés à tous, mais ce seront toujours les moins nantis qui en souffriront le plus et les larmes de crocodiles des « riches » et autres « pigeons » en cours de délocalisation fiscale sont mesquines, « lamentables » diront certains, comparées aux sacrifices qui seront imposés aux classes moyennes qui elles n'ont pas les moyens de s'expatrier.

Aussi, les **hausse d'impôts** devront s'accompagner de la **réduction de la dépense publique**.

En clair, il faudra sans doute **réaménager le financement de la protection sociale** (la sécurité sociale pour réduire le déficit, les retraites non financées à brève échéance...). Mais il faudra surtout se résoudre, comme le suggère depuis de nombreuses années la **Cour des Comptes**, à procéder enfin à des **économies en réformant** notamment les **collectivités territoriales** (« réduire le mille-feuille »), les **agences gouvernementales** (dont certaines sont pléthoriques et d'une utilité contestable), et pourquoi pas le **Parlement** en réduisant le nombre de parlementaires, par exemple.... nos élus ne manqueront pas de réagir à mes propos !

Mais à eux de nous démontrer la **nécessité et l'efficacité de ces multiples structures politico-administratives** que sont devenues les collectivités territoriales, par exemple, si coûteuses en frais de fonctionnement et si peu connues et reconnues par nos concitoyens qui ne comprennent pas toujours leur rôle respectif exact.

Mais pour procéder à ces **réformes**, il faudra beaucoup de **courage politique** à nos parlementaires et à nos gouvernants. Il leur faudra peut-être dépasser leurs ambitions personnelles, voire leurs intérêts corporatistes. Les réflexes électoralistes et politiciens sont désormais dérisoires et contre-productifs pour faire face à cette situation exceptionnelle.

Il est temps de **rassembler toutes les énergies** pour réaliser les réformes nécessaires dans un esprit d'union nationale et reléguer à plus tard les **projets idéologiques** du gouvernement tels que le **mariage pour tous** et le **vote des étrangers** aux élections locales, la **loi contestée sur le 19 mars**...qui sont **facteurs de division de la Nation** et **se concentrer sur les problèmes de fond** que sont la **compétitivité de nos entreprises**, l'**emploi**, l'**éducation**, la **protection sociale** et la **sécurité au quotidien**.

Alors, soyons fous, positifs et optimistes, parions sur l'avenir et la capacité de la France à réagir. La France a des atouts et des talents, elle doit se réveiller et se remettre à espérer.

LA DEFENSE – LES ARMEES – LES MILITAIRES

Si la situation des français n'est pas très engageante, la situation de nos armées et de nos militaires demeure **préoccupante**.

Le prochain **Livre blanc** devrait adapter le format de nos armées en fonction de leurs missions et des menaces potentielles telles que les aura définies le gouvernement.

Le nouveau Livre blanc ne manquera pas de **reformatier à la baisse**, une fois encore, nos armées. Nos gouvernants peuvent toujours affirmer, la main sur le cœur, que le budget de la défense n'est pas une **variable d'ajustement des finances publiques**...

Mais il est également patent que la Défense et les armées ne sont pas la priorité d'un gouvernement de gauche et l'opportunité est trop belle pour « faire passer la pilule » de la réduction du budget des armées en cette période de crise.

Quant à nos militaires, leur sens du devoir et leur esprit de sacrifice, leur abnégation et leur naturelle réserve les rend peu audibles, voire invisibles dans le paysage politico-médiatique.

Alors que les **restructurations potentielles** se profilent, entraînant **réductions d'effectifs, sur-mobilité** des personnels et de leur famille, alors que leur **condition professionnelle se dégrade** avec la **réduction de 30% des tableaux d'avancement**, la **disparition de l'ARCO** faute de financement du MINDEF, les dysfonctionnements de « **LOUVOIS** », ... **Nos militaires auraient pourtant matière à se faire entendre**.

Certes, les **chefs d'état-major** ont fait connaître les **limites** atteintes par les moyens mis à leur disposition. Ils ont fait entendre leurs **réserves** voire les difficultés et problèmes auxquels ils sont confrontés pour atteindre les objectifs fixés. Seront-ils entendus.

Mais ça commence à râler dans les casernes et des **voix** commencent à se faire entendre sur les **réseaux sociaux** pour regretter l'**insuffisance de la pression médiatique et politique de l'appareil militaire** pour dénoncer les coupes sombres opérées dans les budgets et leurs conséquences en terme de réalisation des missions : avec des matériels vieillissants, la carence de la maintenance, le report des programmes d'équipements....

Les **chiffres d'économies** à réaliser par les armées sont connus et semblent acceptés, je dirais par la force des choses et /ou par réflexe républicain, mais qu'en est-il des autres ministères ? Aucun chiffre connu. Quels **autres ministères** seront concernés par ces économies et dans quelles proportions ? Mystère !.

Pour l'instant, on ne parle **que de l'augmentation de postes dans l'Education nationale et la sécurité**. Et ce ne sont pas les interventions de nos chefs d'état-major aux ordres du pouvoir politique ou les avis des **conseils et commissions de la Défense** qui pèseront beaucoup face gouvernement et au Parlement comparativement au **poids exercé par les syndicats** des les différentes administrations et services de l'Etat et des collectivités territoriales.

Alors, pour que les problèmes de défense soient mis au centre des débats nationaux. à quand des **syndicats militaires** pensent de plus en plus de nos concitoyens, syndicats que l'on baptisera pudiquement de « groupements professionnels » pour ne pas effrayer la hiérarchie et les politiques. **La question se pose**.

Attention à ce qu'à force de tirer sur la ficelle, celle-ci ne se casse.

Pour ce qui nous concerne, notre association de retraités militaires, elle reste bien évidemment mobilisée pour suivre ces **mutations** importantes et **défendre**, à chaque fois que nécessaire, les **intérêts matériels et moraux de tous nos camarades en activité** comme elle défend ceux de nos retraités.

Saluons l'**action de nos soldats** qui, sous mandant de l'ONU, se sont montrés exemplaires et ont démontré leur professionnalisme et leur efficacité partout où ils ont été engagés. **88** ont perdu la vie en Afghanistan, **700** ont été blessés dans leur chair et **400** sont marqués psychologiquement par leur engagement sur le terrain.

Notre association les **soutient** et est prête à **aider** les uns et les autres ainsi que leurs familles, qui, elles aussi, subissent des traumatismes et des difficultés que la **Nation** doit prendre en compte.

En 2013, notre association portera une attention particulière sur **les conditions de départ des militaires** en fin de service et sur **les aides à la reconversion** notamment en raison de la **disparition de**

l'ARCO...faisant ainsi suite à l'entretien que nous a accordé le **Général d'armée RACT-MADOUX (CEMAT)**.

=====

LES RETRAITES MILITAIRES

Pour ce qui concerne plus directement nos adhérents dans leur vie quotidienne ce sont bien évidemment tout ce qui est lié à leur retraite, donc à leur pouvoir d'achat mais aussi tout ce qui touche à leur vie citoyenne.

Ce sont les **mesures sociales et fiscales** qui se préparent qui vont les mobiliser pour que leurs valeurs et l'idée qu'ils se font de la société et de la Nation soient respectés et défendus pour eux-mêmes et pour leurs enfants et petits-enfants.

- les retraites :

Nos retraités restent toujours attachés au **principe de solidarité** et de **retraite par répartition** et sont **hostiles aux retraites par capitalisation** même si cette éventualité reste ouverte, chacun sait que cette possibilité ne sera accessible qu'aux plus nantis de nos concitoyens, ce qui est loin d'être le cas de nos retraités et de leurs veuves.

Ils souhaitent une **revalorisation du taux des pensions militaires d'invalidité** calculée sur l'indice du grade par rapport à l'indice du grade correspondant de la Marine.

Ils demandent que le **calendrier des augmentations de la retraite du combattant** soit respecté et que le **plafond de la rente mutualiste** soit majoré.

Ils demandent que le **rattrapage de l'augmentation de 25% sur 5 ans du minimum vieillesse** se traduise dans les faits et que la situation des veuves d'anciens combattants soit améliorée et que **leur pension de réversion soit portée à 60%**.

Ces quelques mesures sont de nature à compenser les pertes de pouvoir d'achat subies par nos retraités et leurs veuves, dont certaines vivent dans des conditions économiques particulièrement difficiles à la limite du **seuil de pauvreté**.

Enfin, absents des réunions de concertation précédentes sur les retraites et sur le cinquième risque, ils demandent à être consultés sur tous les grands sujets de société afin de leur **spécificité soit respectée**. Il est anormal en particulier que les dispositions applicables à la Fonction publique soient imposées aux militaires sans prendre en compte leur spécificité.

- le pouvoir d'achat :

Le pouvoir d'achat diminue c'est un fait.

Comme les années précédentes, le prix de l'électricité, du gaz et des carburants augmentent ou vont augmenter, les loyers aussi.

Hausses prévues pour 2013 : gaz et électricité = + 2,5 %, transports et assurances = 5 à 7 % même les timbres poste vont augmenter de 2,8 %...

Chacun voit bien en faisant ses courses que le **panier de la ménagère** s'allège, sans pour autant que la facture diminue.

Si les retraites ont été revalorisées, elles sont toujours en retard sur l'augmentation du coût de la vie. Et le projet de la **suppression de l'abattement fiscal de 10%** sur les revenus et pensions des retraités va aggraver encore leur pouvoir d'achat.

Ce sont les **besoins primaires** qui sont menacés : se nourrir, se loger, se chauffer, se déplacer... **tout augmente, mais les retraites n'augmentent pas au même rythme et les revenus disponibles diminuent**.

L'énormité de la dette de l'Etat à rembourser et les projets de réformes des retraites prévues en 2013 font peser des menaces nouvelles sur nos retraites et angoissent nos retraités.

- la protection sociale :

Après les retraites et le pouvoir d'achat, autre grand sujet de préoccupation pour nos retraités âgés : **la protection sociale**.

D'un côté, moins de cotisants, l'allongement de la durée de vie, une offre de soins importante, des frais médicaux et hospitaliers qui explosent, et pour financer la recherche contre la maladie d'Alzheimer, la lutte contre le cancer et le développement des soins palliatifs, le gouvernement précédent a trouvé la solution : l'instauration des **déremboursements** de médicaments et **les franchises médicales**, mesures assorties de **taxes fiscales à l'encontre des mutuelles** qui prendraient à leur charge ces dépenses.

Il faut donc que le patient mette la main à la poche !... La nouvelle majorité n'a pas annulé ces mesures, sans aucun doute nécessaires. La réduction des financements publics ne va certainement pas améliorer la situation et il faut s'attendre à une **augmentation du reste à charge** pour les malades.

Là encore, c'est celui qui en aura les moyens, qui pourra s'offrir une protection sociale et médicale satisfaisante.

Nos anciens s'inquiètent également **pour leur fin de vie** notamment en cas de **perte d'autonomie**. La **récente hausse de TVA** permettra-elle de financer la **dépendance**, le fameux **5^{ième} risque** ?

Ils craignent une **moins bonne qualité des soins** et une **inégalité d'accès à ces soins** fondée sur les revenus disponibles. et demandent à bénéficier d'un **crédit d'impôts** pour **l'emploi d'aides à domicile**, crédit d'impôt dont bénéficient les salariés et pas les contribuables : c'est une question d'équité.

CONCLUSION

Pour terminer, vous retrouverez dans le **pensum** qui vous a été remis les sujets et motifs de crainte, de déception, voire d'exaspération de nos retraités militaires.

Eux, qui ont tant donné, ont du mal à se retrouver dans cette société dont ils font encore partie pour laquelle ils ont tant œuvré.

Pour autant, ils ne sauraient en être les oubliés. Ils entendent peser et agir pour que cette société évolue dans le bon sens et pour que la situation économique et politique s'améliore pour eux comme pour l'ensemble des français.

Je vous remercie de votre attention et j'invite nos invités à réagir à mon exposé et à s'exprimer s'ils le souhaitent ou le peuvent, sachant que le général **LEROI** doit nous quitter rapidement.
